



## Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEF

## **Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Rapport annuel politique de la ville 2017 - Approbation**

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

Montpellier Méditerranée Métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite collaboration avec la Ville de Montpellier et l'Etat, notamment.

Conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés sur le territoire de Montpellier, le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

1. Le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Le renforcement de la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine et la poursuite du renouvellement urbain ;
3. Le soutien aux jeunes et aux familles, dans une approche de coéducation et de renforcement de la mixité sociale à l'école ;
4. L'assurance pour chaque citoyen d'un accès équitable aux droits, services et équipements en privilégiant « l'aller vers » et l'adaptation de l'existant ;
5. L'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Organisé en 4 parties, le rapport présente la stratégie et les principales orientations des collectivités, les modalités de gouvernance et de mise en œuvre du contrat de ville et un bilan des actions menées, par objectif opérationnel et par territoire.

Dans un souci de lisibilité, seuls les principaux projets structurants mis en œuvre en 2017 pour chacun des objectifs opérationnels ont été détaillés. Ainsi, dans ce rapport, sont mis en avant au titre :

- **De l'organisation du développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers :**
  - La mobilisation des entreprises dans le cadre du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM) à travers la charte Entreprises et Quartiers (38 entreprises mobilisées) et la plateforme collaborative métropolitaine Clauses sociales, priorisant les publics des quartiers (162 entreprises concernées).
  - L'insertion professionnelle priorisant le public jeune des quartiers (chantier d'insertion Numérique @t Work porté par Informatique Plus et les commissions d'insertion et actions de proximité animées par la Mission Locale des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole).
  - Le développement économique urbain avec le « Fonds d'Excellence Quartier » porté par Initiative Montpellier Pic Saint Loup (membre du réseau Initiative France), en partenariat avec l'association AXENTS implantée au cœur de la Mosson (10 projets de création) et un partenariat étroit avec l'Agence France Entrepreneur en faveur de la création d'entreprises sur les quartiers de la Politique de la Ville (« Fabrique à entreprendre » à la Mosson, appel à projets à l'entrepreneuriat...).

■ **De la mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain :**

- La poursuite du renouvellement urbain sur les quartiers du Petit Bard et du Centre et sa finalisation sur le quartier de la Mosson (ANRU 1).
- La mise en œuvre du protocole de préfiguration pour les deux opérations de renouvellement urbain retenues au niveau national au titre du NPNRU (ANRU 2) : Mosson et Cévennes.
- Des opérations anticipées sur la Mosson : démolition de la tour d'Alembert, réhabilitation des résidences Lou Cap Dou Mail, Cérès et Gémeaux.

■ **De la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents :**

- L'action de *médiation pour les enfants non-inscrits* à l'école mise en œuvre dans le cadre du PRE (Programme de Réussite Educative) en lien avec l'APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes) ;
- La poursuite des actions *Objectif stage réussi* avec 3 projets concernant l'accompagnement des élèves et leurs parents pour les stages de 3<sup>ème</sup> des collèges Gérard PHILIPPE (Prés d'Arènes), Les Escholiers de la Mosson (Mosson) et Simone VEIL (Petit Bard) ;
- La *démarche Lab* initiée au sein des 3 entités (Ville, Métropole et CCAS) autour de questions liées à la jeunesse et plus spécifiquement sur la coordination territoriale des actions jeunesse sur le quartier Hauts de Massane.

■ **Du renforcement de l'accessibilité aux services et aux équipements :**

- L'ouverture sur le quartier Prés d'Arènes d'une Maison Médicale de Garde (MMG) aux horaires élargis visant à désengorger les services d'urgence et apporter une réponse médicale sur le secteur sud ;
- La poursuite du projet « *J'APS* » - *J'Agis Pour ma Santé*, projet de prévention santé auprès des enfants de 9 écoles élémentaires en QPV (Louis ARMSTRONG, Frédéric BAZILLE, Antoine BALARD, Simon BOLIVAR, Julie DAUBIE, Sigmund FREUD, Guiseppe GARIBALDI, Alain SAVARY et Jean ZAY) avec une mobilisation du partenariat et la formation des personnels ;
- Le développement des projets liés à l'accès aux droits et plus spécialement à l'illectronisme (manque de connaissance des clés nécessaires à l'utilisation des ressources électroniques) comme le projet de l'AJPPN par exemple ;
- La mobilisation des établissements culturels Ville et Métropole au service des habitants des quartiers de la politique de la ville pour favoriser l'accès à la culture et au sport (Médiathèque Hors les murs, *le Bar* du Théâtre Jean Vilar...) ;
- La mise en œuvre du projet Démon (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) avec 7 classes d'écoles élémentaires de la Métropole – dont 5 en QPV à Montpellier – qui vont découvrir la pratique orchestrale avec les enseignants du Conservatoire de Montpellier, en partenariat avec le CCAS de la Ville de Montpellier ;
- L'expérimentation de la Zone Urbaine Sportive de la Mosson afin d'étoffer l'offre d'activités pour les enfants et les jeunes pendant l'été (offre culturelle et sportive en lien avec le centre nautique Neptune et des associations sportives et culturelles).

- **De l'amélioration du cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité :**
  - La mise en place de *cellules de veille* sous l'égide du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Ville de Montpellier (CLSPD), afin d'échanger de manière opérationnelle sur des situations sensibles et de définir les moyens pour y remédier (Cellule de veille du chantier de réhabilitation de Cap Dou mail à la Mosson) ;
  - Le renouvellement des conventions d'abattements de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) mises en place entre les quatre bailleurs présents sur les QPV (ACM Habitat, Hérault Habitat, ERILIA, SFHE), l'Etat, la Métropole et la Ville de Montpellier afin de développer des actions concrètes d'amélioration du cadre de vie pour les locataires du parc social en quartier politique de la ville.

De manière globale, le rapport 2017 de la politique de la ville fait état d'un engagement financier de l'ensemble des partenaires à hauteur de 32 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville. Ces montants comprennent en premier lieu la mobilisation de chaque partenaire au titre de ses politiques de droit commun (28,8 M€). Ils intègrent également la mobilisation des crédits des partenaires au titre de l'appel à projets du contrat de ville qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent à ces enjeux (3,2 M€).

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville, mais également les moyens engagés spécifiquement au profit des habitants, notamment concernant l'éducation (9,5 M€), le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion (7,3 M€) ou la mixité dans le logement à l'échelle métropolitaine (5,5 M€).

Au niveau du seul appel à projets, les partenaires ont engagé plus de 3,2 millions d'euros de crédits spécifiques et de droit commun, pour le financement de 298 dossiers. La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance du quartier Mosson, avec 42 % des financements accordés. Viennent ensuite le Petit Bard-Pergola / Cévennes (14,8%) et Gély Figuerolles (8.4 %), autres quartiers historiques de la politique de la ville.

L'ensemble des actions et des interventions s'inscrivant dans le cadre de l'intervention publique partagée qu'est le contrat de ville, qu'elles soient à l'initiative des associations ou portées par les institutions elles-mêmes sont nombreuses et diversifiées. Cependant elles sont souvent peu visibles puisqu'elles relèvent plus de l'intervention humaine immatérielle que de l'investissement opérationnel tangible.

Montpellier Méditerranée Métropole, en lien avec les services de l'Etat, a mandaté le cabinet Pluricité pour réaliser l'évaluation à mi-parcours du Contrat de Ville, autour de 3 axes : le développement économique et l'emploi, l'accès aux droits et la jeunesse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider le rapport annuel politique de la ville 2017,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-55119A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Rapport annuel Politique de la Ville 2017.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.